

## Tendances conjoncturelles

1<sup>er</sup> trimestre 2013

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

#### L'activité économique reste bien orientée

L'activité économique sur le Territoire se maintient après un quatrième trimestre particulièrement dynamique. Parallèlement, le niveau de l'emploi s'améliore. En rythme annuel, la consommation des ménages s'accroît corrélativement à la progression de l'encours des crédits à la consommation et au ralentissement de l'indice des prix sur le Territoire. L'investissement des entreprises progresse significativement. Le secteur du commerce ralentit légèrement tandis que celui du BTP continue de jouer son rôle de moteur de l'économie. Les différents chantiers menés en vue d'accueillir les Mini-Jeux du Pacifique se poursuivent. Les dernières infrastructures sportives, financées par le ministère de l'Outre-mer et le ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative pour un montant total d'environ un milliard de F CFP, ont débuté au cours du trimestre. L'activité devrait rester bien orientée pour les mois à venir, soutenue par le secteur du bâtiment.

#### DES AJUSTEMENTS DES POLITIQUES MONÉTAIRES DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Après avoir rebondi au quatrième trimestre, l'économie chinoise a ralenti au premier trimestre 2013. Le PIB a progressé de 7,7 % sur un an à fin mars 2012, contre +7,9 % trois mois auparavant. L'agence de notation Fitch Ratings a annoncé le 9 avril avoir abaissé d'un cran la note souveraine de la Chine, qui passe de AA- à A+ en raison de la forte augmentation du crédit bancaire, du poids de l'endettement public, ainsi que de l'étrécissement relatif de la base fiscale.

L'économie japonaise se redresse au premier trimestre 2013. Le PIB s'accroît ainsi de 0,9 %, après +0,3 % au trimestre précédent. La BoJ a défini un nouveau cadre de politique monétaire, intitulé « Assouplissement quantitatif et qualitatif », qui comporte notamment la fixation d'un horizon de deux ans environ pour atteindre la cible d'inflation de 2 %, ainsi que le ciblage de la taille de la base monétaire plutôt que celui du taux d'intérêt au jour-le-jour. La BoJ vise ainsi, d'ici deux ans, un doublement de la base monétaire.

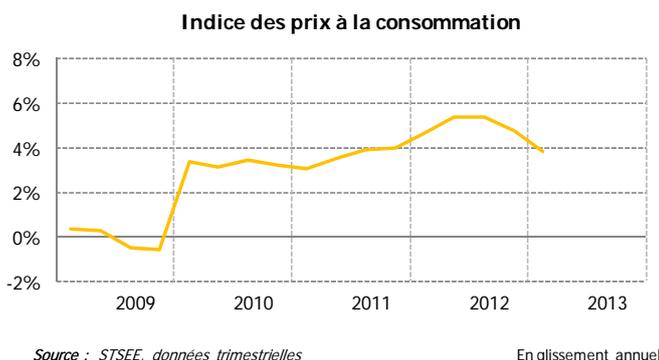
Après une remarquable croissance économique en 2012 (+3,2 % contre +1,9 % en 2011), portée par la forte demande en minerais (fer, charbon, or) provenant de la Chine, la Banque centrale australienne (RBA) anticipe un ralentissement des exportations en 2013. Afin de soutenir l'économie du pays, la RBA a décidé, le 7 mai, de baisser son taux directeur de 25 points de base, à 2,75 %, niveau historiquement bas.

En Nouvelle-Zélande, le taux de croissance annuel a atteint 2,5 % en 2012, après +1,4 % en 2011. La croissance a été portée notamment par les industries du secteur primaire (+9,4 %) et par la construction (+6,1 %). À fin mars 2013, le taux d'inflation reste contenu, à +0,9 % en glissement annuel. La Banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 24 avril, de laisser son taux directeur inchangé à 2,5 %.

## Ralentissement de la hausse des prix

À fin mars, les prix à la consommation se stabilisent en glissement trimestriel (+0,5 %) après une révision de 0,2 % au trimestre dernier. Après s'être contractés en fin d'année, les prix de l'énergie et des produits manufacturés croissent respectivement de 1,1 % et de 0,6 %. Les prix des services et des produits alimentaires progressent plus lentement ce trimestre (+0,3 % pour les deux postes).

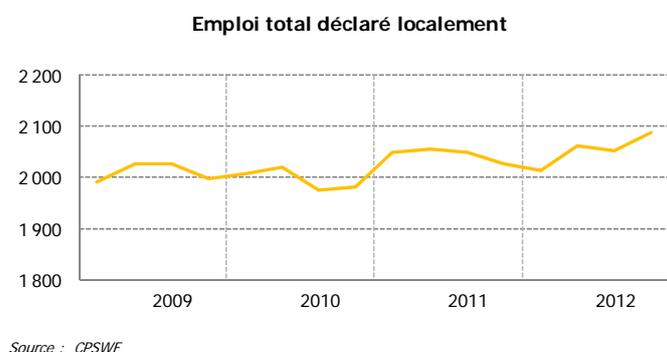
En rythme annuel, l'indice des prix à la consommation poursuit sa progression mais moins rapidement qu'au trimestre précédent (+3,8 % en mars après +4,7 % en décembre). Il est tiré par les prix énergétiques (+6,3 %) et alimentaires (+4,9 %) tandis que l'augmentation des prix des produits manufacturés et des services est plus contenue (+1,6 % pour les deux postes).



## Hausse de l'emploi salarié

À fin décembre 2012, 2 087 salariés sont déclarés à la Caisse de prestations sociales du Territoire, soit une hausse de 1,7 % sur le trimestre. L'emploi dans le secteur public, qui concentre six emplois salariés sur dix, affiche une hausse de 2,0 % de ses effectifs ce trimestre contre 1,2 % pour le secteur privé.

L'emploi salarié progresse de 3,0 % sur l'année essentiellement sous l'influence du secteur public dont l'effectif s'est accru de 5,1 %. Le nombre de salariés du secteur privé est resté inchangé sur les douze derniers mois.



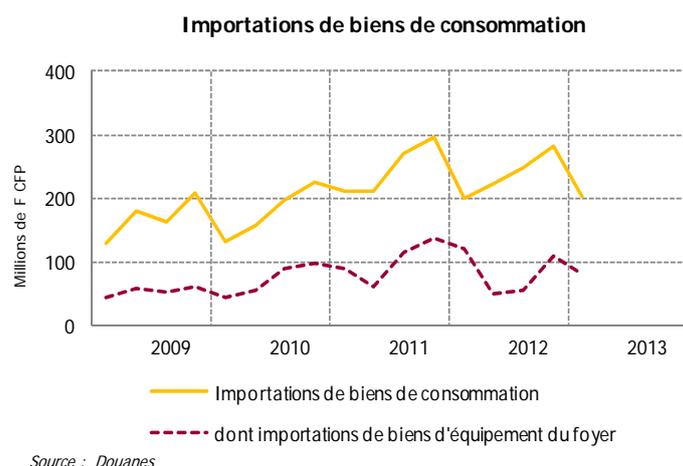
## Légère augmentation de la consommation des ménages sur l'année

En lien avec l'augmentation de l'encours de crédits à la consommation aux ménages sur l'année (+6,3 %), les importations de biens de consommation augmentent légèrement en rythme annuel (+1,6 %) pour désormais atteindre 203 millions de F CFP. Parallèlement, les importations de biens d'équipement du foyer et d'articles d'habillement se contractent respectivement de 32,9 % et de 6,3 % sur les douze derniers mois. Néanmoins, la consommation des ménages se replie au cours du trimestre, probablement en raison des départs en vacances.

Le nombre d'immatriculations de voitures neuves augmente pour le second trimestre consécutif (+66,7 % après +31,3 %), portant à 31 le nombre de véhicules de tourisme neufs immatriculés pendant le trimestre sur le Territoire.

Les crédits aux ménages continuent de se réduire au même rythme que le trimestre précédent (-1,8 %). L'encours des crédits à l'habitat chute de 7,7 % sur le dernier trimestre, comme cela fut le cas au quatrième trimestre de l'année 2012 tandis que les crédits à la consommation sont stables ce trimestre.

Les ménages wallisiens et futuniens apparaissent une nouvelle fois moins vulnérables financièrement. Le nombre d'interdictions bancaires est une nouvelle fois en baisse (382 contre 397 au 31 décembre) et les incidents de paiements sur chèques affichent une nette diminution (-25,7 %). Cependant, les retraits de cartes bancaires sont plus nombreux sur ce trimestre (+21,4 %).



## L'investissement des entreprises tend à se renforcer

Les importations de biens d'équipement progressent de 46,3 % en rythme annuel et de 63,9 % en glissement trimestriel à fin mars. Les équipements électriques et électroniques ont triplé en valeur sur l'année (+220,9 %) comme sur les trois derniers mois (+202,7 %). À l'inverse, les importations d'équipements mécaniques reculent de 28,1 % sur l'année et de 11,2 % sur le trimestre.

Le nombre de véhicules utilitaires neufs immatriculés au premier trimestre s'établit à 25, soit une hausse de 19,0 % par rapport à décembre 2012. L'année précédente, seuls dix véhicules utilitaires neufs avaient été immatriculés sur le Territoire.

L'encours des crédits accordés aux entreprises (2,47 milliards de F CFP) se réduit légèrement (-1,9 % en rythme trimestriel) mais croît fortement sur l'année (+65,9 %) en raison de l'intégration d'un crédit à l'investissement au cours du second semestre 2012. Les crédits d'exploitation représentent une faible part de l'encours total accordé aux entreprises. Ils progressent de 4,6 % en glissement trimestriel pour atteindre 81 millions de F CFP (+14,8 % sur l'année).

Le taux de créances douteuses brutes des entreprises reste inférieur à 12,0 %, en hausse de 0,2 point sur le trimestre. Parallèlement, le nombre de personnes morales en situation d'interdits bancaires reste inchangé (11 à fin mars).

## Légère réduction des importations

À fin mars, les importations affichent une diminution de 2,7 % en rythme annuel et de 2,5 % sur les trois derniers mois. Les importations de produits énergétiques et de biens intermédiaires se contractent respectivement de 11,7 % et de 1,2 % sur le trimestre. Les importations de produits agricoles et alimentaires, représentant plus du quart des importations, reculent de 12,6 % sur les trois derniers mois. À l'inverse, les importations de produits de l'industrie automobile ont été particulièrement dynamiques ce trimestre (+22,5 %) sous l'effet d'un nombre croissant de véhicules immatriculés sur le Territoire.

En rythme annuel, les importations de biens d'équipement et alimentaires augmentent respectivement de 63,0 % et de 41,6 % tandis que les importations de biens intermédiaires se contractent (-31,6 %).

## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

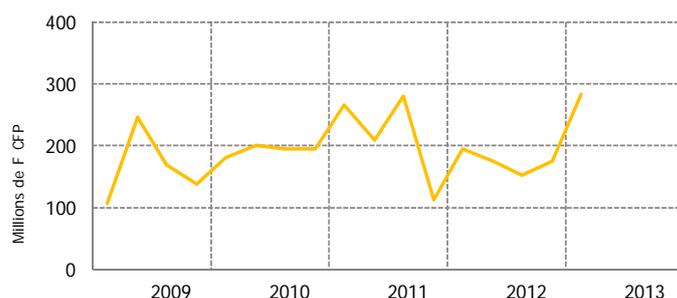
### L'activité du BTP se maintient à un bon niveau

L'activité du secteur du bâtiment reste bien orientée, après une année 2012 particulièrement dynamique. L'ensemble des chantiers de construction des infrastructures sportives nécessaires à l'organisation des Mini-Jeux du Pacifique a débuté. Suite au passage du cyclone *Evan*, d'importants dégâts ont été relevés sur le Territoire. Cette situation exceptionnelle a fortement mobilisé les entreprises du secteur du BTP au cours du trimestre. Celui-ci reste néanmoins confronté à des pénuries fréquentes de matériaux.

Bien que les importations de ciment, en valeur, s'établissent à un niveau élevé (plus de 22 millions de F CFP), elles se contractent toutefois de 39,0 % sur le trimestre (+0,5 % sur l'année) en raison de l'état d'avancement des chantiers en cours. Cette contraction significative fait suite à un pic des importations de ciment le trimestre dernier pour un montant total de 37 millions de F CFP.

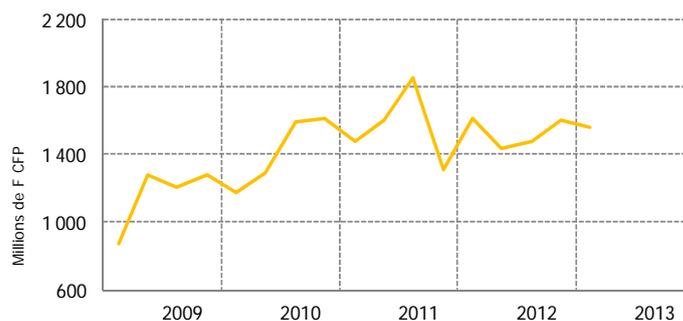
À fin décembre 2012, les effectifs dans le secteur sont restés stables (+1,0 %) par rapport au trimestre précédent. En février 2013, l'indice des prix du bâtiment croît de 0,5 % en rythme bimestriel et de 2,5 % sur un an.

Importations de biens d'équipement



Source : Douanes

Importations



Source : Douanes

Importations de ciment



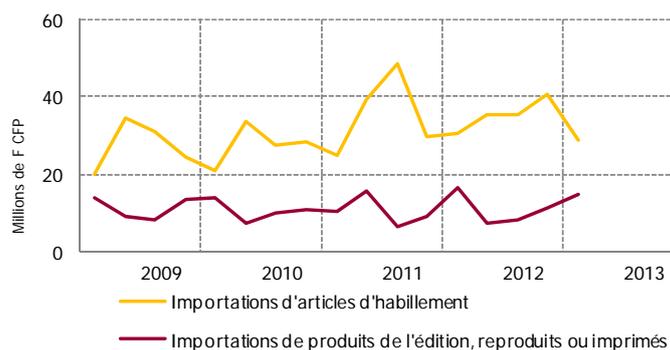
Source : Douanes

## L'activité commerciale se contracte

Après une année 2012 active, le secteur du commerce affiche un net ralentissement au premier trimestre. Les importations de biens de consommation courante reculent de 28,2 %. Cette réduction concerne l'ensemble des sous postes de cette catégorie, à l'exception des produits de l'édition (+35,2 % sur le trimestre) dont la demande s'intensifie au premier trimestre en vue de préparer la rentrée scolaire. Les importations de biens d'équipement du foyer et d'articles d'habillement diminuent respectivement de 24,8 % et de 29,6 %. En outre, les importations de produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien se contractent de 36,4 %.

En rythme annuel, les importations de biens de consommation courante affichent une légère hausse (+1,6 %) tandis que les importations de biens d'équipement du foyer se replient de 32,9 %.

### Importations d'articles d'habillement et de produits de l'édition



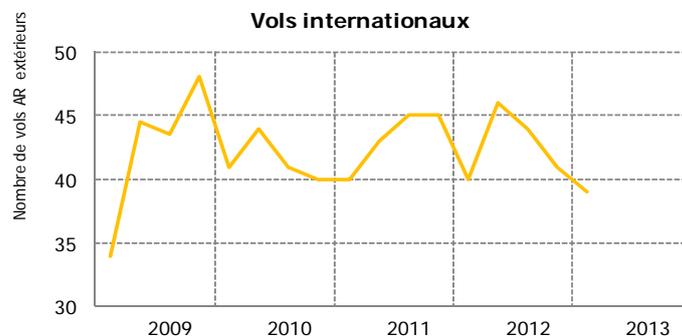
Source : Douanes

## Stabilité de la desserte aérienne du Territoire

Le nombre total de vols s'accroît de 1,8 % sur l'année, essentiellement sous l'effet de l'accroissement des vols non commerciaux (Évasan et vols militaires). Le nombre de vols commerciaux reste inchangé en rythme annuel (212 vols aller-retour). Au premier trimestre, le nombre de liaisons aériennes entre Wallis et Nouméa s'élève à 39, en diminution de 2,5 % sur un an alors qu'elles augmentent légèrement entre Wallis et Futuna (+0,6 % pour atteindre 173 rotations à mars 2013).

La réduction des liaisons aériennes au premier trimestre se confirme une nouvelle fois cette année (224 vols contre 247 à fin 2012).

### Vols internationaux



Source : Aviation civile

### DES PERSPECTIVES QUI S'AMÉLIORENT GLOBALEMENT

Les perspectives de l'économie mondiale se sont globalement améliorées, en dépit du maintien de facteurs de risque dans les pays avancés. Selon le FMI, la croissance mondiale devrait atteindre 3,25 % en 2013 et 4,0 % en 2014. On devrait constater une accélération progressive dans les principaux pays développés, surtout aux États-Unis. Dans les pays émergents et en développement, la reprise est en revanche nette.

Aux États-Unis, la croissance du PIB réel se serait inscrite au premier trimestre à 2,5 % en rythme annualisé (après 0,4 % au quatrième trimestre 2012), sous l'effet notamment du dynamisme des dépenses de consommation des ménages et du gonflement des stocks. Au Japon, une reprise graduelle s'amorce depuis le début de l'année, encouragée par la stratégie gouvernementale en faveur d'une croissance de long terme pérenne.

Pour le cinquième trimestre consécutif, le PIB réel de la zone euro a affiché une croissance trimestrielle négative au quatrième trimestre 2012 (-0,6 % après -0,1 % au troisième trimestre 2012). Les derniers indicateurs disponibles montrent que cette atonie conjoncturelle s'est prolongée au printemps 2013, un soutien pouvant toutefois être attendu à moyen terme de l'effet bénéfique du dynamisme de la demande extérieure sur les exportations de la zone, ainsi que d'une politique monétaire accommodante.

En France, les premiers résultats pour la période du 1<sup>er</sup> au 31 mars 2013 montrent un recul du PIB en volume de 0,2 % (après -0,2 % au trimestre précédent), avec une consommation des ménages atone et un repli de l'investissement et des exportations.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance s'amplifierait selon le FMI de 5,0 % au premier semestre 2013 à 6,0 % en 2014. En Chine, le taux de croissance demeure élevé, même s'il s'est infléchi en glissement annuel, à 7,7 % au premier trimestre 2013, après 7,9 % au trimestre précédent. L'activité devrait être également soutenue en Inde, tandis qu'au Brésil, elle profitera des baisses de taux d'intérêt intervenues en 2013 ainsi que des mesures destinées à promouvoir l'investissement.

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprises représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis et Futuna (BTP, commerce, tourisme...).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr).

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : N. DE SEZE – Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE – Éditeur et imprimeur : IEOM  
Achévé d'imprimer : Mai 2013 – Dépôt légal : Mai 2013 – ISSN 1968-6277